

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/31099]

3 MAI 2018. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu à Bruxelles le 28 avril 2017 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en abrégé « AEF-Europe »

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit:

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu à Bruxelles le 28 avril 2017 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en abrégé « AEF-Europe ».

Art. 3. L'accord de coopération relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de Formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie conclu le 19 octobre 2006 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française et son décret d'assentiment du 2 juillet 2007 sont abrogés.

Art. 4. L'accord de coopération conclu à Bruxelles le 28 avril 2017 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en abrégé « AEF-Europe » est annexé au présent décret.

Bruxelles, le 20 avril 2018.

La Présidente

Le Secrétaire

Le Greffier

Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (en abrégé: AEF-Europe)

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu le Règlement (UE, euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant « Erasmus + » : le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération conclu le 19 octobre 2006 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de Formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie;

Vu l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC »;

Considérant que le Règlement du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant « Erasmus + » confie aux États membres la prise des mesures nécessaires pour assurer à leur niveau le fonctionnement efficace du programme, en associant toutes les parties concernées par les aspects de l'Éducation et de la Formation tout au long de la vie, conformément aux pratiques nationales;

Considérant que ce règlement charge les États membres de la création ou de la désignation ainsi que du suivi d'une structure appropriée pour assurer, à leur niveau, la gestion coordonnée de la mise en œuvre du Programme d'action de l'Union dans le domaine de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport (Agences nationales), y compris la gestion budgétaire, conformément aux dispositions réglementaires européennes;

Considérant que les matières concernées par ce programme, à savoir l'Éducation et la Formation tout au long de la vie, sous l'angle de la mobilité, de financement de projets, partenariats ou réseaux entre acteurs de plusieurs États de l'Union, éventuellement élargie à des pays tiers, relèvent, en Belgique, de la compétence des Communautés et Régions;

Considérant que la Commission de l'Union européenne reconnaît dans le cadre des programmes relevant de la Direction générale de l'Éducation et de la Culture, l'existence de trois Agences en Belgique dépendant respectivement des Communautés française, flamande et germanophone;

Considérant qu'il est fondamental qu'un accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française soit conclu afin d'instaurer un cadre légal pour la mise en œuvre et la gestion des programmes européens en matière d'éducation et de formation;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter la structure de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie créée par l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, conclu le 19 octobre 2006 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire française, pour lui permettre, d'une part, de gérer la partie éducation et formation du programme européen Erasmus + 2014-2020 et les programmes ultérieurs visant les mêmes objets et, d'autre part, d'intégrer en son sein l'Instance de pilotage et de positionnement CFC créée par l'Accord de coopération du 26 février 2015, conformément à l'article 6, § 4, dudit accord de coopération;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, M. Jean-Claude Marcourt, en la personne de sa Ministre de l'Éducation, Mme Marie-Martine Schyns, et en la personne de sa Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances, Mme Isabelle Simonis,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Paul Magnette, et en la personne de sa Ministre de l'Emploi et de la Formation, Mme Eliane Tillieux,

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de sa Ministre-Présidente, Mme Fadila Laanan, et en la personne de son Ministre de la Formation professionnelle, M. Didier Gosuin,

Ci-après dénommées « les Gouvernements et le Collège »,

Ont convenu d'abroger l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, conclu le 19 octobre 2006 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, et de le remplacer par un nouvel accord de coopération rédigé comme suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Objet, champ d'application*

Article 1^{er}

Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par :

1° programmes européens : l'ensemble des programmes et processus européens en matière d'éducation et de formation ayant pour objet de développer des actions de mobilité, des partenariats et des outils ayant pour objectif général de contribuer, par l'éducation et la formation tout au long de la vie, au développement de l'Union européenne. Ces programmes visent notamment à favoriser les échanges, la coopération et la mobilité des apprenants entre les systèmes d'éducation et de formation au sein de l'Union européenne et avec le reste du monde, afin qu'ils deviennent une référence de qualité mondiale ;

2° Agence : Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie mise en place par les parties contractantes, en abrégé : AEF-Europe.

Article 2

Les programmes européens ont pour objectifs l'apport d'outils communs et d'aides aux actions suivantes :

1° la mobilité des personnes participant à un processus d'éducation et de formation tout au long de la vie en Europe ;

2° les projets de partenariat favorisant notamment la coopération en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques et le soutien à la réforme des politiques d'éducation et de formation ;

3° les projets européens centralisés et les réseaux multilatéraux ;

4° l'observation et l'analyse des politiques et systèmes dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, l'élaboration de matériel de référence, y compris des enquêtes, des statistiques, des analyses et des indicateurs, les actions visant à soutenir la transparence et la reconnaissance des qualifications et de l'apprentissage antérieur, en ce compris les actions visant à soutenir la coopération en matière d'assurance de la qualité ;

5° l'octroi de moyens de fonctionnement pour contribuer à certains coûts opérationnels et administratifs des organisations agissant dans le domaine visé par les politiques mises en œuvre au niveau européen dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

CHAPITRE 2. — *Création et gestion de l'Agence*

Section 1^{ère}. — *Création*

Article 3

§ 1^{er}. — Il est institué, par les Gouvernements et le Collège, une « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie », en abrégé AEF-Europe.

§ 2. — L'Agence organise et gère :

1° les programmes, outils et processus européens en matière d'éducation et de formation, visés à l'article 1^{er}, 1° ;

2° l'instance de pilotage et de positionnement CFC, visée à l'article 4 de l'accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC », dénommé ci-après « l'accord de coopération « CFC » du 26 février 2015 » ;

3° tout autre programme national ou international de mobilité, d'échanges, de dialogue et de certification que les parties à l'accord lui confieraient.

§ 3. — L'Agence se présente sous la forme d'un Service administratif à Comptabilité autonome, tel que visé par le titre X du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, avec une possibilité de recettes provenant d'un autre niveau de pouvoir.

Les Gouvernements et le Collège fixent le siège de l'Agence.

Article 4

§ 1^{er}. – Les Gouvernements et le Collège :

1° fixent le cadre nécessaire au fonctionnement de l'Agence et le nombre de personnes que chaque partie à l'accord met à sa disposition ;

2° désignent le directeur de l'Agence, conformément à l'article 9.

Pour compléter le cadre, il peut être fait appel à des financements complémentaires, en ce compris des fonds européens.

§ 2. – Les membres de l'Agence peuvent être des membres du personnel :

1° des services des Gouvernements ou du Collège ou des Organismes d'Intérêt public relevant de la tutelle de ces derniers;

2° mis en congé pour mission, conformément au décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

3° contractuels, engagés par la Communauté française, régis par le statut administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française et affectés à l'Agence.

§ 3. – Sans préjudice de l'article 9, § 2, les membres du personnel, en ce compris ceux qui sont affectés à la cellule exécutive visée à l'article 7 de l'accord de coopération « CFC » du 26 février 2015, sont désignés ou recrutés sur proposition d'un comité de sélection présidé par la direction de l'Agence, après un appel à candidatures et sur la base d'un profil de fonction, correspondant au poste à pourvoir, approuvé par le Comité de gestion sur proposition de la direction.

Section 2. — Gestion

Article 5

Les organes de l'Agence sont : un Comité de gestion, une cellule exécutive et le Directeur de l'Agence.

Article 6

L'Agence est placée sous l'autorité du Comité de gestion visé à l'article 5 et sous la direction du Directeur visé à l'article 4, § 1^{er}, 2^o.

Article 7

§ 1^{er}. – Le Comité de gestion est composé de deux représentants du Gouvernement de la Communauté française, de deux représentants du Gouvernement de la Région wallonne et d'un représentant du Collège de la Commission communautaire française, chacun ayant voix délibérative. Pour chaque membre effectif, est désigné un membre suppléant, qui ne siège qu'en l'absence de l'effectif.

En outre, participent, à titre consultatif, au Comité de gestion :

1° le Directeur de l'agence ;

2° le Président et le Vice-Président du Comité de direction de l'Instance de pilotage et de positionnement visés à l'article 6 de l'Accord de coopération « CFC » du 26 février 2015 ;

3° le Président du Conseil supérieur de la Mobilité étudiante créé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante ;

4° un représentant de Wallonie-Bruxelles International (WBI) ;

5° un représentant du Ministère de la Communauté française ;

6° un représentant du Service public de Wallonie ;

7° un représentant des services de la Commission communautaire française ;

8° tout expert ou observateur que le Comité de gestion juge utile d'inviter ;

9° un représentant de l'Inspection des Finances.

En outre, participe, à titre d'observateur, au Comité de gestion, le représentant de la Communauté française au Comité de programme de l'UE.

§ 2. – Dans le mois de son installation, le Comité de gestion désigne en son sein son Président et deux Vice-Présidents et soumet cette désignation à l'approbation conjointe des parties contractantes. Le Président est choisi parmi les représentants du Gouvernement de la Communauté française.

§ 3. – Le Comité de gestion établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation conjointe, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent Accord de coopération, aux parties contractantes. Le règlement d'ordre intérieur prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du Comité de gestion ;

2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour ;

3° les règles relatives aux prérogatives du Président et des Vice-Présidents ;

4° les règles relatives à la présidence du Comité de gestion en cas d'absence ou d'empêchement du Président ou des Vice-Présidents ;

5° les règles de quorum pour que le Comité de gestion délibère valablement ainsi que les modalités de vote ;

6° la périodicité des réunions du Comité de gestion ;

7° les règles en fonction desquelles le Comité de gestion peut déléguer certaines tâches à la cellule exécutive ;

8° les modalités d'examen des recours.

§ 4. – Le Comité de gestion crée les groupes de travail nécessaires au soutien de la mise en œuvre des programmes européens, notamment en relation avec les parties prenantes des quatre secteurs : l'enseignement obligatoire, l'enseignement de promotion sociale, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur.

Article 8

§ 1^{er}. – La cellule exécutive est composée des membres de l'Agence.

§ 2. – La cellule exécutive exécute les décisions du Comité de gestion sous l'autorité du Directeur de l'Agence et assure le secrétariat du Comité de gestion et des groupes de travail visés à l'article 7, § 4.

Article 9

§ 1^{er}. – Sur la base d'un appel aux candidats et d'un profil de fonction approuvées par les parties contractantes, les Gouvernements et le Collège choisissent le directeur de l'Agence.

§ 2. – Le directeur est placé sous l'autorité du Comité de gestion. Il donne au Comité de gestion toutes informations et soumet toutes propositions utiles au bon fonctionnement de l'Agence.

Il organise le travail des membres de l'Agence et veille à son bon fonctionnement.

Il assure, sous le contrôle du Comité de gestion, la gestion journalière de l'Agence.

Le Comité de gestion peut désigner un des membres de l'Agence pour suppléer le Directeur dans la gestion journalière au cas où ce dernier serait indisponible.

§ 3. – Au moins tous les cinq ans, le Ministère de la Communauté française procède à une évaluation de la manière dont le Directeur accomplit son service et en rend compte aux parties contractantes.

CHAPITRE 3. — *La Commission de Recours*

Article 10

Tout demandeur contestant une décision de refus, de suspension ou de retrait d'une aide octroyée par l'Agence dans le cadre de ses missions, peut introduire un recours administratif auprès d'une Commission de recours qui en accuse réception dans les dix jours.

La Commission de recours est composée de deux représentants de la Communauté française, de deux représentants de la Région wallonne et d'un représentant de la Commission communautaire française.

Le recours est introduit par le requérant dans le mois de la notification de la décision à laquelle il ne peut se rallier ou, à défaut de notification, dans les six mois à partir de l'introduction de la demande. À défaut de recours dans ces délais, la décision est définitive.

Dans les trois mois de sa saisine, la Commission de recours rend sa décision motivée au Comité de Gestion, qui la notifie au requérant.

CHAPITRE 4. — *Les biens affectés, le financement, les comptes et le budget de l'Agence*

Article 11

Les Gouvernements et Collège fournissent les moyens nécessaires au fonctionnement de l'Agence selon les modalités déterminées de commun accord.

Ils définissent de manière distincte les moyens affectés à chacune des missions visées à l'article 3, § 2.

Article 12

Dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent accord, les parties contractantes établissent un inventaire reprenant la liste des biens affectés à l'exercice des missions de l'Agence.

Les parties contractantes conviennent de la propriété des biens inventoriés et de ceux acquis par l'Agence pendant la durée de l'accord de coopération.

Article 13

Les ressources de l'Agence comprennent :

1° les subventions attribuées aux différents programmes visés à l'article 2, notamment les subventions attribuées par la Commission européenne dans le cadre des Programmes européens d'Éducation et de Formation ;

2° les moyens inscrits aux budgets de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française ;

3° les fonds des tiers mis à sa disposition dans le cadre des Programmes européens d'Éducation et de Formation ;

4° les ressources en nature correspondant au détachement de personnel et à l'affectation de moyens par les parties contractantes.

Article 14

Le Comité de gestion arrête le budget de l'Agence sur proposition du directeur. Ce budget comprend les moyens nécessaires à l'exercice des missions visées à l'article 3, § 2. Le budget de l'Agence est annexé au budget général des dépenses de la Communauté française. Il est annexé aux budgets de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.

Article 15

Le compte d'exécution du budget et le compte de trésorerie sont arrêtés par le Comité de gestion au plus tard le 15 mars de l'exercice suivant. Le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions transmet à la Cour des Comptes, pour le 15 avril au plus tard, les comptes visés à l'alinéa 1^{er}. Les comptes visés à l'alinéa 1^{er}, sont annexés au compte général de la Communauté française.

CHAPITRE 5. — *Dispositions générales et finales**Section 1^{ère}*. — Exécution

Article 16

Les modalités d'exécution du présent accord de coopération, notamment celles relatives à la composition du Comité de gestion et de la Commission de recours, au fonctionnement, au personnel, au financement, au budget et aux comptes de l'Agence, sont arrêtées, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, par le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française au plus tard dans les deux mois qui suivent la sanction du décret portant approbation du présent accord.

Section 2. — Dispositions transitoires

Article 17

Lors de l'entrée en vigueur du présent accord, l'Agence assure la transition entre les actions menées dans le cadre des programmes européens précédents relatifs à l'éducation et à la Formation et les actions à mettre en œuvre dans le cadre des Programmes européens d'Éducation et de formation.

Article 18

Par dérogation aux articles 4, § 3, et 9, § 1^{er}, le Directeur et les autres membres de l'Agence en service à l'entrée en vigueur du présent Accord de coopération sont confirmés dans leur fonction. Les articles 4, § 3, et 9, § 1^{er}, s'appliqueront pour tout nouvel engagement de membre de l'Agence.

Section 3. — *Durée*

Article 19

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Il peut être dénoncé par une ou plusieurs des parties avec préavis d'un an.

Fait à Bruxelles, le 28 avril 2017 en trois exemplaires originaux.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
I. SIMONIS

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente,
F. LAANAN

Le Ministre de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN

Bruxelles le 3 mai 2018.

Pour le Gouvernement francophone bruxellois :

F. LAANAN

Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget, de l'Enseignement,
du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture

R. VERVOORT

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme

C. JODOGNE

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Fonction publique, de la politique de la Santé

D. GOSUIN

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Formation professionnelle

C. FREMAULT

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées,
de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/31099]

3 MEI 2018. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel op 28 april 2017 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', afgekort 'AEF-Europe'

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, bepaalde aangelegenheden bedoeld in artikel 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt ingestemd met het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel op 28 april 2017 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', afgekort 'AEF-Europe'.

Art. 3. Het samenwerkingsakkoord betreffende de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor levenslang leren en de oprichting van het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', gesloten op 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, en zijn instemmingsdecreet van 2 juli 2007 worden opgeheven.

Art. 4. Het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel op 28 april 2017 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', afgekort 'AEF-Europe' is bij dit decreet gevoegd.

Brussel, 20 april 2018.

De voorzitter

De secretaris

De griffier

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', afgekort 'AEF-Europe'

Gelet op artikel 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op verordening (EU, Euratom) nr. 966/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 tot vaststelling van de financiële regels van toepassing op de algemene begroting van de Unie en tot intrekking van verordening (EG, Euratom) nr. 1605/2002 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1288/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 tot vaststelling van "Erasmus+": het programma van de Unie voor onderwijs, opleiding, jeugd en sport;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet II van het Waals Parlement van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor levenslang leren en de oprichting van het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie';

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een 'Cadre francophone des certifications', afgekort CFC;

Overwegende dat de verordening van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 tot vaststelling van "Erasmus+" de lidstaten opdraagt om de nodige maatregelen te nemen om op hun niveau te verzekeren dat het programma doeltreffend werkt, door alle partijen te betrekken die onder het aspect levenslang leren vallen, overeenkomstig de nationale praktijken;

Overwegende dat die verordening de lidstaten opdraagt om een geschikte structuur op te richten of aan te duiden, en op te volgen om op hun niveau het gecoördineerde beheer te verzekeren van de uitvoering van het actieprogramma van de Unie voor onderwijs, opleiding, jeugd en sport (nationale agentschappen), inclusief het budgettaire beheer, overeenkomstig de Europese reglementaire bepalingen;

Overwegende dat de materies die onder dat programma vallen, namelijk levenslang leren, met betrekking tot mobiliteit, de financiering van projecten, partnerschappen of netwerken tussen actoren van verschillende staten van de Unie, eventueel uitgebreid met derde landen, in België onder de bevoegdheid van de gemeenschappen en gewesten vallen;

Overwegende dat de Europese Commissie in het kader van de programma's die onder het directoraat-generaal Onderwijs en Cultuur vallen drie agentschappen in België erkent, die respectievelijk afhangen van de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap;

Overwegende dat er een samenwerkingsakkoord moet worden afgesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie om een wettelijk kader in te voeren voor de uitvoering en het beheer van de Europese programma's met betrekking tot opleiding en vorming;

Overwegende dat de structuur gewijzigd moet worden van het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', dat werd opgericht bij het samenwerkingsakkoord betreffende de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor levenslang leren en de oprichting van het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', gesloten op 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, om er enerzijds voor te zorgen dat het deel onderwijs en opleiding van het Europese programma Erasmus+ 2014-2020 en de latere programma's rond dezelfde thema's kan beheren en er anderzijds voor te zorgen dat de stuur- en positioneringsinstantie CFC erin wordt opgenomen, die werd opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015, overeenkomstig artikel 6, § 4 van het voormelde samenwerkingsakkoord;

De Franse Gemeenschap, waarvan de regering vertegenwoordigd wordt door de heer Rudy Demotte, de minister-president, de heer Jean-Claude Marcourt, de viceminister-president en minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek, mevrouw Marie-Martine Schyns, de minister van Leerplichtonderwijs en mevrouw Isabelle Simonis, de minister van Onderwijs van Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

Het Waals Gewest, waarvan de regering vertegenwoordigd wordt door de heer Paul Magnette, de minister-president en mevrouw Éliane Tillieux, de minister van Werk en Vorming,

De Franse Gemeenschapscommissie, waarvan het College vertegenwoordigd wordt door mevrouw Fadila Laanan, de minister-president en de heer Didier Gosuin, de minister van Beroepsopleiding,

Hierna 'de regeringen en het College',

Zijn overeengekomen om het samenwerkingsakkoord op te heffen betreffende de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor levenslang leren en de oprichting van het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', gesloten op 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, en het te vervangen door het volgende nieuwe samenwerkingsakkoord:

HOOFDSTUK 1. — *Voorwerp, toepassingsgebied*

Artikel 1

Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1° Europese programma's: alle Europese programma's en processen met betrekking tot onderwijs en opleiding met als doelstelling de ontwikkeling van mobiliteitsacties, partnerschappen en instrumenten met als algemeen doel via levenslang leren bijdragen aan de ontwikkeling van de Europese Unie. Het doel van die programma's is met name uitwisselingen, samenwerking en mobiliteit van de leerlingen te stimuleren tussen de onderwijs- en opleidingsystemen in de Europese Unie en de rest van de wereld, om ervoor te zorgen dat ze een mondiale kwaliteitsreferentie worden;

2° Agentschap: het 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', dat door de betrokken partijen werd opgericht, afgekort: AEF-Europe.

Artikel 2

De doelstellingen van de Europese programma's zijn gemeenschappelijke instrumenten en hulp verschaffen aan de volgende acties:

1° de mobiliteit van de personen die deel uitmaken van een proces voor levenslang leren in Europa;

2° de partnerschapsprojecten waarbij met name de samenwerking gestimuleerd wordt op het vlak van innovatie en de uitwisselingen van goede praktijken en de ondersteuning gestimuleerd wordt van de hervorming van het beleid met betrekking tot onderwijs en opleiding;

3° de gecentraliseerde Europese projecten en de multilaterale netwerken;

4° het onderzoek en de analyse van het beleid en de systemen op het vlak van levenslang leren, de ontwikkeling van referentiemateriaal, met inbegrip van enquêtes, statistieken, analyses en indicatoren, de acties ter ondersteuning van transparantie en de erkenning van kwalificaties en eerdere opleidingen, met inbegrip van de acties ter ondersteuning van de samenwerking op het vlak van kwaliteitsverzekering;

5° de toekenning van werkingsmiddelen voor bepaalde operationele en administratieve kosten van organisaties die onder het domein vallen dat beoogd wordt door het Europese beleid op het vlak van levenslang leren.

HOOFDSTUK 2. — *Oprichting en beheer van het Agentschap*

Afdeling 1. — Oprichting

Artikel 3

§ 1. — De regeringen en het College richten een 'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie' op, afgekort AEF-Europe.

§ 2. – Het Agentschap organiseert en beheert:

1° de in artikel 1, 1° bedoelde Europese programma's, instrumenten en processen met betrekking tot onderwijs en opleiding;

2° de in artikel 4 bedoelde stuur- en positioneringsinstantie CFC van het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een 'Cadre francophone des certifications', afgekort CFC, hierna samenwerkingsakkoord CFC van 26 februari 2015;

3° alle andere nationale of internationale programma's met betrekking tot mobiliteit, uitwisselingen, dialoog of erkenning die de partijen van het akkoord eraan toevertrouwen.

§ 3. – Het Agentschap wordt een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie, zoals bedoeld in titel X van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met mogelijkheid tot ontvangsten van een ander machtsniveau.

De regeringen en het College bepalen de zetel van het Agentschap.

Artikel 4

§ 1.– De regeringen en het College:

1° bepalen het vereiste kader voor de werking van het Agentschap en het aantal personen dat elke partij van het akkoord ter beschikking stelt;

2° duiden overeenkomstig artikel 9 de directeur van het Agentschap aan.

Om het kader aan te vullen kan een beroep gedaan worden op bijkomende financiering, met inbegrip van Europese fondsen.

§ 2. – De leden van het Agentschap kunnen personeelsleden zijn:

1° van de diensten van de regeringen of het College of de instellingen van openbaar nut waarvoor ze bevoegd zijn;

2° met verlof wegens opdracht overeenkomstig het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

3° die contractueel zijn en aangeworven door de Franse Gemeenschap, die vallen onder het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en toegewezen aan het Agentschap.

§ 3. – Onverminderd artikel 9, § 2 worden de personeelsleden, met inbegrip van diegenen die zijn toegewezen aan de uitvoerende cel zoals bedoeld in artikel 7 van het samenwerkingsakkoord CFC van 26 februari 2015, aangewezen of aangeworven op voorstel van een selectiecomité, voorgezeten door de directie van het Agentschap na een oproep tot kandidaatstelling en op grond van een functieprofiel dat overeenstemt met de in te vullen betrekking, goedgekeurd door het beheerscomité op voorstel van de directie.

Afdeling 2. — Beheer

Artikel 5

Het Agentschap beschikt over de volgende organen: een beheerscomité, een uitvoerende cel en de directeur van het Agentschap.

Artikel 6

Het Agentschap staat onder het gezag van het in artikel 5 bedoelde beheerscomité en onder leiding van de in artikel 4, § 1, 2° bedoelde directeur.

Artikel 7

§ 1. – Het beheerscomité bestaat uit twee vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van de Regering van het Waals Gewest en een vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, die elk stemgerechtigd zijn. Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger aangewezen, die enkel zetelt in afwezigheid van het werkende lid.

Het beheerscomité bestaat ook nog uit de volgende personen met raadgevende stem:

1° de directeur van het Agentschap;

2° de voorzitter en de vicevoorzitter van het directiecomité van de stuur- en positioneringsinstantie, zoals bedoeld in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord CFC van 26 februari 2015;

3° de voorzitter van de Hoge Raad voor de Studentenmobiliteit, die werd opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2007 tot oprichting van de Hoge Raad voor de Studentenmobiliteit;

4° een vertegenwoordiger van Wallonie-Bruxelles International (WBI);

5° een vertegenwoordiger van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

6° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst;

7° een vertegenwoordiger van de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie;

8° alle deskundigen of waarnemers die het beheerscomité wenst uit te nodigen;

9° een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën.

De vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap in het programmacomité van de EU maakt bovendien als waarnemer deel uit van het beheerscomité.

§ 2. – Binnen een maand na de oprichting van het beheerscomité duidt het een voorzitter en twee vicevoorzitters aan en legt het die aanduiding ter gezamenlijke goedkeuring aan de bij het akkoord betrokken partijen voor. De voorzitter is een van de vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 3. – Het beheerscomité stelt zijn huishoudelijke reglement op en legt het uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord ter gezamenlijke goedkeuring aan de bij het akkoord betrokken partijen voor. Het huishoudelijke reglement moet met name voorzien in:

1° de regels betreffende de oproeping van het beheerscomité;

2° de regels betreffende de inschrijving van de agendapunten;

3° de regels betreffende de voorrechten van de voorzitter en de ondervoorzitters;

4° de regels betreffende het voorzitterschap van het beheerscomité in geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter of de ondervoorzitters;

5° de regels betreffende het vereiste quorum om ervoor te zorgen dat het beheerscomité geldig kan beraadslagen en de stemmingsregels;

6° de regelmaat van de vergaderingen van het beheerscomité;

7° de regels op grond waarvan het beheerscomité bepaalde taken aan de uitvoerende cel kan toevertrouwen;

8° de regels betreffende de behandeling van de beroepen.

§ 4. – Het beheerscomité richt de werkgroepen op die nodig zijn voor de ondersteuning van de uitvoering van de Europese programma's, onder meer in verband met de betrokken partijen van de vier sectoren: het verplichte onderwijs, het onderwijs van sociale promotie, de beroepsopleiding en het hoger onderwijs.

Artikel 8

§ 1. – De uitvoerende cel bestaat uit leden van het Agentschap.

§ 2. – De uitvoerende cel voert onder het gezag van de directeur van het Agentschap de beslissingen van het beheerscomité uit en is verantwoordelijk voor het secretariaat van het beheerscomité en de in artikel 7, § 4 bedoelde werkgroepen.

Artikel 9

§ 1. – Op basis van een oproep tot kandidaatstelling en een door de bij het akkoord betrokken partijen goedgekeurd functieprofiel duiden de regeringen en het College de directeur van het Agentschap aan.

§ 2. – De directeur staat onder het gezag van het beheerscomité. Hij verschaft het beheerscomité alle nuttige informatie en legt alle nuttige voorstellen voor de goede werking van het Agentschap voor.

Hij organiseert het werk van de leden van het Agentschap en ziet toe op de goede werking ervan.

Hij is onder het toezicht van het beheerscomité verantwoordelijk voor het dagelijkse beheer van het Agentschap.

Het beheerscomité kan een van de leden van het Agentschap aanduiden om de directeur te vervangen voor het dagelijkse beheer als die niet beschikbaar is.

§ 3. – Minstens elke vijf jaar evalueert het Ministerie van de Franse Gemeenschap de manier waarop de directeur zijn dienst vervult en het brengt er verslag over uit aan de bij het akkoord betrokken partijen.

HOOFDSTUK 3. — *Beroepscommissie*

Artikel 10

Alle aanvragers die een beslissing betwisten tot weigering, schorsing of intrekking van steun die werd toegekend door het Agentschap in het kader van zijn opdrachten kunnen een administratief beroep indienen bij een beroepscommissie, die binnen tien dagen een ontvangstbevestiging verstuurt.

De beroepscommissie bestaat uit twee vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van het Waals Gewest en een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het beroep wordt door de eiser ingediend binnen een maand na de kennisgeving van de beslissing waarmee hij niet kan instemmen of, bij gebrek aan kennisgeving, binnen zes maanden vanaf de indiening van het verzoek. Als binnen die termijnen geen beroep ingesteld wordt, is de beslissing definitief.

Binnen drie maanden na de aanhangigmaking van de zaak bezorgt de beroepscommissie haar gemotiveerde beslissing aan het beheerscomité, dat er aan de eiser kennis van geeft.

HOOFDSTUK 4. — *Bestemde goederen, financiering, rekeningen en begroting van het Agentschap*

Artikel 11

De regeringen en het College zorgen ervoor dat de nodige middelen voor de werking van het Agentschap verstrekt worden volgens praktische regels die in onderlinge overeenstemming vastgelegd worden.

Ze bepalen afzonderlijk de middelen bestemd voor alle opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2.

Artikel 12

Een inventaris met de lijst van de goederen die voor de uitoefening van de opdrachten van het Agentschap bestemd zijn, wordt binnen een maand na de inwerkingtreding van dit akkoord opgemaakt door de partijen die bij dit akkoord betrokken zijn.

De partijen die bij dit akkoord betrokken zijn worden het eens over het eigendomsrecht van de geïnventariseerde goederen en van die die het Agentschap verworven heeft tijdens de looptijd van het samenwerkingsakkoord.

Artikel 13

Het Agentschap beschikt over de volgende middelen:

1° de subsidies toegekend voor de verschillende programma's bedoeld in artikel 2, onder meer de subsidies toegekend door de Europese Commissie in het kader van de Europese programma's voor onderwijs en vorming;

2° de middelen opgenomen in de begrotingen van de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

3° de fondsen van derden ter beschikking gesteld in het kader van de Europese programma's voor onderwijs en vorming;

4° de hulpmiddelen in natura die overeenstemmen met de detachering van personeel en de toewijzing van middelen door de partijen die bij dit akkoord betrokken zijn.

Artikel 14

Het beheerscomité bepaalt op voorstel van de directeur de begroting van het Agentschap. Die begroting bevat de middelen die nodig zijn voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2. De begroting van het Agentschap wordt bij de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap gevoegd. Ze wordt bij de begrotingen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschapscommissie gevoegd.

Artikel 15

De uitvoeringsrekening van de begroting en de thesaurierekening worden uiterlijk 15 maart van het volgende boekjaar vastgelegd door het beheerscomité. De rekeningen bedoeld in het eerste lid worden uiterlijk 15 april door de minister van Begroting van de Regering van de Franse Gemeenschap aan het Rekenhof overgemaakt. De rekeningen bedoeld in het eerste lid worden bij de algemene rekening van de Franse Gemeenschap gevoegd.

HOOFDSTUK 5. — *Algemene bepalingen en slotbepalingen**Afdeling 1. — Uitvoering*

Artikel 16

De praktische regels voor de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord, onder meer wat betreft de samenstelling van het beheerscomité en de beroepscommissie, de werking, het personeel, de financiering, de begroting en de rekeningen van het Agentschap, worden, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, door de Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie vastgelegd uiterlijk binnen twee maanden na de bekrachtiging van het decreet houdende goedkeuring van dit akkoord.

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Artikel 17

Bij de inwerkingtreding van dit akkoord zorgt het Agentschap voor de overgang tussen de acties gevoerd in het kader van de vorige Europese programma's betreffende onderwijs en opleiding en de acties die uitgevoerd moeten worden in het kader van de Europese programma's voor onderwijs en opleiding.

Artikel 18

In afwijking op artikelen 4, § 3 en 9, § 1 worden de directeur en de andere leden van het Agentschap die in dienst zijn op de inwerkingtredingsdatum van dit samenwerkingsakkoord bevestigd in hun functie. Artikelen 4, § 3 en 9, § 1 zullen van toepassing zijn voor elke nieuwe indienstneming van een lid van het Agentschap.

Afdeling 3. — Duur

Artikel 19

Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur afgesloten.

Het kan door een of meerdere partijen opgezegd worden met een opzeggingstermijn van een jaar.

Opgemaakt te Brussel op 28 april 2017, in drie originele exemplaren.

Namens de Franse Gemeenschap :

De Minister-President

R. DEMOTTE

De Viceminister-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs

M.-M. SCHYNS

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen

I. SIMONIS

Namens de Waalse Regering,

De Minister-President

P. MAGNETTE

De Minister van Werk en Opleiding

E. TILLIEUX

Namens het college van de Franse Gemeenschapscommissie,

De Minister-President

F. LAANAN

De Minister van Beroepsopleiding

D. GOSUIN

Brussel, 3 mei 2018.

Namens de Franstalige Brusselse Regering :

F. LAANAN

Minister-President van de Franstalige Brusselse Regering, bevoegd voor Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer, Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT

Minister van de Franstalige Brusselse Regering, bevoegd voor Sociale Cohesie en Toerisme

C. JODOGNE

Minister van de Franstalige Brusselse Regering, bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid

D. GOSUIN

Minister van de Franstalige Brusselse Regering, bevoegd voor Beroepsopleiding

C. FREMAULT

Minister van de Franstalige Brusselse Regering, bevoegd voor Personen met een Handicap, Sociale Actie, Gezin en Internationale Betrekkingen